

Aloys Ntiwiragabo, le Rwandais derrière la communauté extrémiste de Rouen

Suite à une récente enquête de Mediapart sur la retraite française d'un colonel rwandais, génocidaire présumé, Le Poulpe revient sur les liens de ce dernier avec l'agglomération rouennaise, l'une des bases arrière de son organisation réputée pour accueillir de nombreux extrémistes. En février, un Rwandais installé à Rouen sera jugé aux Assises.

Par theo englebert | 26 Jul 2020

0

recommander

Le 24 juillet, *Mediapart* a révélé [la présence en France d'Aloys Ntiwiragabo, ancien chef des renseignements militaires rwandais, architecte présumé du génocide des Tutsis et fondateur des Forces démocratiques de libération du Rwanda \(FDLR\), un groupe armé criminel qui continue de sévir dans l'Est de la République démocratique du Congo](#). A la suite de la parution de cet article, le parquet national antiterroriste français a annoncé avoir ouvert une enquête préliminaire du chef de crime contre l'humanité.

Si l'homme se terre dans le Loiret, son réseau de soutien s'étend en Seine-Maritime où sa famille et son organisation ont pris pied il y a plus de deux décennies. À la fin des années 1990, une pléthore d'anciens dirigeants du Rwanda s'exile en France et Rouen devient une destination privilégiée pour bon nombre d'entre eux jusqu'à être surnommée par les Rwandais la « capitale européenne des génocidaires ». Au Rwanda, ils ont laissé un pays en cendres après le massacre de masse d'un million de Tutsis.

La belle-famille de Ntiwiragabo à l'origine de la communauté de Rouen

Jean de Dieu Ngabonziza, le beau-frère d'Aloys Ntiwiragabo ouvre la voie. En 1998, il a 41 ans quand il arrive dans l'hexagone et s'installe à Rouen. La préfecture de Seine-Maritime lui délivre une carte de résident. Cinq ans plus tard, il fonde l'Association des Rwandais de Normandie (ARN) dont il sera le premier président et qui officie dans l'agglomération rouennaise depuis presque vingt ans. [Le Poulpe a déjà enquêté](#) sur cette structure devenue l'Association pour la promotion de la culture rwandaise (APCR).



Au milieu des années 2000, des subordonnés du général-major Ntiwiragabo rejoignent son beau-frère à Rouen qui devient une base arrière des FDLR. La ville abrite ainsi plusieurs responsables du groupe armé comme le colonel Christophe Hakizabera (le cofondateur de l'organisation) le colonel Augustin Munyakayanza (commandant des combattants du Congo-Brazzaville) et Emmanuel Ruzindana (commissaire aux affaires politiques).

Le Poulpe s'est procuré une photo de groupe sur laquelle on peut observer (de droite à gauche) Emmanuel Ruzindana, Christophe Hakizabera, Chaste Gahunde ([membre d'Ishema](#), un parti politique fantôme basé au Havre), Jean Mpambara (bourgmestre accusé de génocide, mais acquitté par le TPIR), un membre de l'APCR, Jean de Dieu Ngabonziza, Thomas Nahimana (prêtre défroqué président d'Ishema), un autre membre de l'APCR et Jean-Baptiste Kabanda (petit-frère du lieutenant-colonel Cyprien Kayumba et membre de l'APCR). Nous ne sommes pas parvenu à joindre les personnes présentes sur cette photo.

Les noms de 54 rwandais figurent sur les divers documents déposés à la préfecture de Rouen par les différentes associations extrémistes et que *Le Poulpe* a consultés. Un chiffre qui n'est forcément pas exhaustif.

Un premier Rwandais de Rouen aux Assises

Trois habitants de la Seine-Maritime sont aujourd'hui poursuivis devant la justice française pour leur implication présumée dans la commission du génocide même si certaines procédures s'éternisent. C'est le cas pour le plus fameux de ces suspects. Le Dr Charles Twagira est visé par une plainte depuis onze ans. Ce médecin naturalisé français est mis en examen pour génocide, complicité de génocide et crime contre l'humanité. L'une des

dernières plaintes déposées en 2017 par le le comité des parties civiles pour le Rwanda (CPCR) concerne Michel Bakuzakundi, un rwandais réfugié au Havre après un long séjour au Cameroun. Des témoignages accusent cet ancien agent d'un office du thé d'avoir participé au génocide à Kigali.

Une troisième affaire devrait en revanche connaître un dénouement plus rapide. Le 2 février 2021 s'ouvrira aux Assises de Paris le procès pour « complicité de génocide » d'un employé de la municipalité de la ville de Rouen. Aujourd'hui âgé de 59 ans, Claude Muhayimana est originaire de la région de Kibuye comme de nombreux Rwandais installés à Rouen. Cet ancien chauffeur est accusé d'avoir transporté les miliciens sur les collines où se sont déroulés des massacres. La cour a choisi de retenir son alibi et d'abandonner les accusations de génocide. « *On le conteste* », Alain Gauthier, le président du CPCR, qui espère encore une requalification des faits.

Les trois personnes mentionnées sont, à ce stade, présumées innocentes.